



Conseil économique et social

Distr. générale
9 mai 2017
Français
Original : anglais

Session de 2017

28 juillet 2016-27 juillet 2017

Point 5 de l'ordre du jour

Débat de haut niveau

Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2017*

Résumé

La croissance économique mondiale s'est renforcée au cours des six derniers mois, conformément aux prévisions exposées dans le rapport *World Economic Situation and Prospects 2017*. Le produit mondial brut, stimulé par un redressement modéré des échanges et des investissements, devrait augmenter de 2,7 % en 2017 et de 2,9 % en 2018. Si ceci constitue une accélération notable par rapport à 2016, la croissance de nombreuses régions est inférieure au niveau nécessaire pour progresser rapidement sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable.

Le redressement économique mondial est étayé par la croissance plus ferme de nombreux pays développés. Les perspectives de nombreux pays en transition se sont également améliorées, l'Asie de l'Est et du Sud demeurant l'une des régions les plus dynamiques de la planète. Il n'en reste pas moins que les perspectives de certaines régions en développement se sont détériorées depuis janvier, celles de l'Afrique suscitant des préoccupations particulières. Le produit intérieur brut par habitant a diminué en Afrique centrale, australe et occidentale en 2016 et l'on prévoit que la croissance par habitant sera négligeable en 2017 et 2018. De fait, dans certains des pays les plus pauvres du monde, les révisions en baisse des prévisions suscitent des inquiétudes quant à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le rebond de la confiance et l'optimisme accru en matière d'économie donnent à penser que les perceptions de risque ont diminué ces derniers mois. Toutefois, cet optimisme ne s'est pas encore concrétisé par des gains importants dans l'économie

* Le présent document est une mise à jour du rapport publié en janvier 2017 sous le titre *World Economic Situation and Prospects 2017* (Situation et perspectives de l'économie mondiale 2017) (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.17.II.C.2).



réelle et un degré élevé d'incertitude quant à la conjoncture politique internationale continue à assombrir les perspectives. Dans de nombreux marchés émergents, le monde de l'entreprise reste vulnérable à des changements brutaux de la conjoncture financière et à la déstabilisation imputable aux sorties de capitaux. Les attentes qui justifient l'optimisme économique mondial risquent fort de ne pas se matérialiser, ce qui entraînera un revirement abrupt du sentiment de confiance.

Alors que l'attachement mondial au renforcement de la coordination des politiques internationales semble en perte de vitesse, il importe de redoubler d'efforts pour progresser dans des secteurs essentiels d'importance mondiale, notamment en matière d'harmonisation du système commercial multilatéral avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, d'accroissement du financement public international et de l'aide publique au développement, de soutien en faveur du financement de l'action climatique et des transferts de technologies propres et s'agissant de la réponse aux défis posés par les importants mouvements de réfugiés et de migrants.

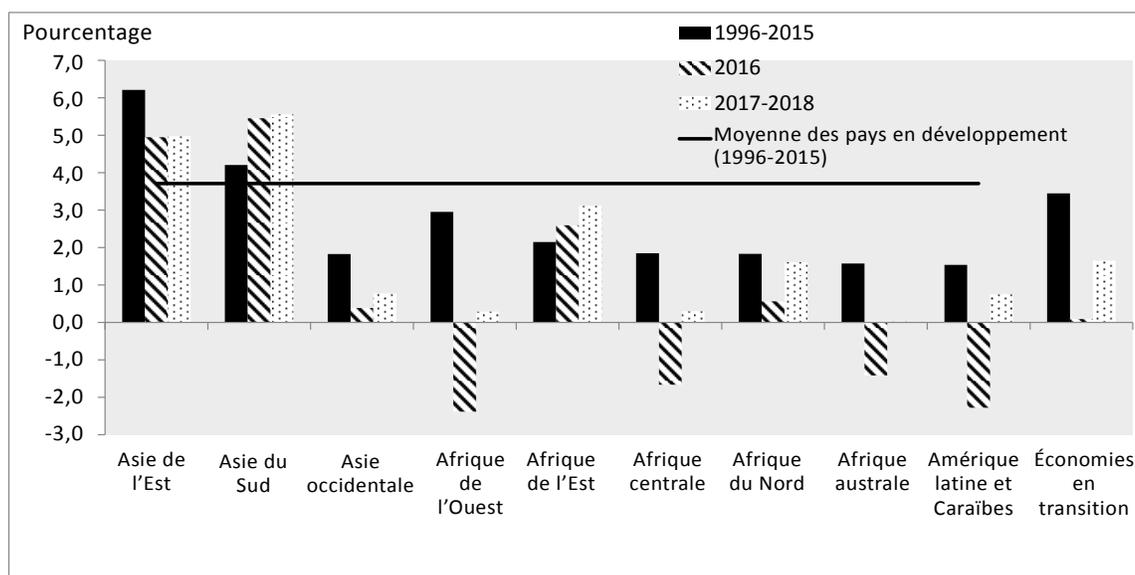
I. Tendances macroéconomiques mondiales

Perspectives économiques mondiales

1. Un renforcement modeste de l'activité économique mondiale s'est manifesté vers la fin 2016 et s'est poursuivi début 2017, conformément aux prévisions du *World Economic Situation and Prospects 2017*. La production industrielle mondiale progresse depuis novembre 2016 et les indicateurs signalent une accélération au cours des prochains mois. Conjointement avec la reprise de la production, on constate un redressement des échanges mondiaux, dû à l'amélioration des résultats à l'exportation dans les régions, stimulés essentiellement par la demande accrue d'importations des pays d'Asie de l'Est. Les indicateurs relatifs à la confiance et à l'optimisme économique se sont également améliorés, en particulier dans les pays développés. On escompte que le produit mondial brut augmentera de 2,7 % en 2017 et de 2,9 % en 2018 (tableau), taux identique aux prévisions publiées en janvier dans le *World Economic Situation and Prospects 2017*. Cette progression, si elle correspond à une accélération notable par rapport à la croissance de 2,3 % enregistrée en 2016, ne constitue pas un indice suffisant de la reprise équilibrée et soutenue de la demande mondiale nécessaire pour progresser rapidement sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant a diminué dans quatre grandes régions en développement en 2016 et l'on prévoit que la croissance par habitant sera négligeable en Afrique centrale, australe et occidentale en 2017-2018 (graphique I).

Figure I

Croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut par habitant dans les pays en développement et les pays en transition



Source : Division de statistique de l'ONU, base de données des principaux agrégats des comptes nationaux; Division de la population de l'ONU, *World Population Prospects* et prévisions du Département des affaires économiques et sociales.

2. La reprise économique mondiale est étayée par le renforcement de la croissance de nombreux pays développés, dont les États-Unis d'Amérique et le Japon pour lesquelles les perspectives ont été révisées à la hausse. Les pays en transition reposent également sur une assise plus solide, compte tenu de la légère augmentation du cours du pétrole et de certains ajustements des structures de production des pays exportateurs d'énergie. L'Asie de l'Est et l'Asie du Sud demeurent les régions les plus dynamiques du monde et bénéficient de la demande nationale solide et de politiques macroéconomiques propices. Toutefois, les perspectives de certaines régions en développement se sont détériorées depuis janvier. Le redressement du Brésil et de la Fédération de Russie reste à ses débuts, la croissance demeure généralement morose au Mexique, en Arabie saoudite et en Afrique du Sud et l'activité économique ralentit en Turquie. Les perspectives de l'Afrique se sont heurtées à de multiples écueils, le faible redressement du cours de nombreux produits de base dans le monde ayant été plus que compensé par des pressions nationales et régionales, dues essentiellement aux conflits et aux incidences des chocs météorologiques. L'état de famine a été déclaré au Soudan du Sud en février 2017 et plusieurs autres pays connaissent également un risque élevé de famine, alors que la planète doit faire face à l'une des crises humanitaires les plus graves depuis de nombreuses décennies.

3. Le retour à une croissance ferme et équilibrée pourra se faire attendre pendant plusieurs années en l'absence d'une relance de l'investissement et de la productivité. On a pu constater un certain redressement de l'investissement productif aux États-Unis et au Japon vers la fin 2016. Toutefois, l'épisode prolongé de croissance médiocre de l'investissement a eu des incidences sur la capacité de production dans le monde, l'incertitude élevée sur le plan de l'économie et des politiques continuant à peser sur les décisions en matière d'investissement dans de nombreux pays. En dépit d'une reprise récente, la croissance des investissements privés en Chine demeure limitée par les capacités excédentaires dans plusieurs industries lourdes et l'augmentation des frais de financement. Par ailleurs, les nouveaux investissements ont pâti de la baisse du cours des produits de base dans de nombreux pays, dont l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili et la Fédération de Russie. Au Nigéria, les changements de politique et l'instabilité accrue des marchés financiers qui en est résultée ont pesé sur les perspectives des investisseurs. Étant donné les relations étroites qui existent entre la demande, l'investissement, les échanges et la productivité, la faiblesse durable de l'investissement mondial risquera de perpétuer les résultats économiques médiocres, en l'absence d'efforts concertés en matière de politiques générales visant à combler les lacunes en matière d'infrastructure et d'accélérer la diffusion de l'innovation dans les pays et entre eux.

Croissance de la production mondiale, de 2015 à 2018

(Variation annuelle en pourcentage)

	<i>Évolution annuelle en pourcentage</i>				<i>Variation par rapport aux prévisions énoncées dans Situation et perspectives de l'économie mondiale 2017</i>	
	2015	2016 ^a	2017 ^b	2018 ^b	2017	2018
Monde	2,6	2,3	2,7	2,9	0,0	0,0
Économies développées	2,2	1,6	1,8	1,8	0,1	0,0
États-Unis d'Amérique	2,6	1,6	2,1	2,1	0,2	0,1
Japon	1,2	1,0	1,1	0,9	0,2	0,0
Union européenne	2,2	1,9	1,7	1,7	-0,1	-0,1
UE-15	2,1	1,8	1,6	1,6	0,0	-0,1
UE-13	3,7	2,9	3,2	3,2	0,0	-0,1
Zone euro	2,0	1,7	1,6	1,7	-0,1	0,0
Autres pays développés	1,5	1,8	2,1	2,1	0,1	-0,1
Pays en transition	-2,3	0,4	1,8	2,0	0,4	0,0
Europe du Sud-Est	2,0	2,7	3,1	3,2	0,0	-0,1
Communauté d'États indépendants et Géorgie	-2,5	0,3	1,7	1,9	0,3	-0,1
Fédération de Russie	-3,0	-0,2	1,5	1,5	0,5	0,0
Économies en développement	3,8	3,6	4,2	4,8	-0,2	0,1
Afrique	3,0	1,6	2,9	3,6	-0,3	-0,2
Afrique du Nord	3,0	2,4	3,3	3,6	-0,2	0,0
Afrique de l'Est	6,7	5,5	5,8	6,3	-0,2	0,0
Afrique centrale	1,5	1,0	2,5	3,4	-0,9	-0,8
Afrique de l'Ouest	3,1	0,3	2,4	3,5	-0,7	-0,6
Afrique australe	1,9	0,7	1,8	2,6	0,0	0,0
Asie de l'Est et Asie du Sud	5,8	5,9	5,8	5,9	-0,1	0,0
Asie de l'Est	5,7	5,6	5,6	5,6	0,0	0,0
Chine	6,9	6,7	6,5	6,5	0,0	0,0
Asie du Sud	6,2	6,8	6,7	7,1	-0,2	0,2
Inde ^c	7,6	7,0	7,3	7,9	-0,4	0,3
Asie occidentale	2,7	2,2	2,1	2,9	-0,4	-0,1
Amérique latine et Caraïbes	-0,6	-1,3	1,1	2,5	-0,2	0,4
Amérique du Sud	-1,9	-2,6	0,6	2,6	-0,3	0,6
Brésil	-3,8	-3,6	0,1	2,6	-0,5	1,0
Mexique et Amérique centrale	2,9	2,5	2,3	2,2	0,0	0,0
Caraïbes	4,0	1,6	2,5	2,8	-0,2	0,0

	Évolution annuelle en pourcentage				Variation par rapport aux prévisions énoncées dans Situation et perspectives de l'économie mondiale 2017	
	2015	2016 ^a	2017 ^b	2018 ^b	2017	2018
Pays les moins avancés	3,5	4,3	4,7	5,3	-0,5	-0,2
Pour mémoire :						
Commerce mondial ^d	2,8	1,9	2,8	3,2	0,1	-0,1
Croissance de la production mondiale pondérée par les parités de pouvoir d'achat	3,2	3,0	3,4	3,7	-0,1	0,0

Source : Département des affaires économiques et sociales.

^a Estimations partielles.

^b Prévisions reposant en partie sur le projet LINK.

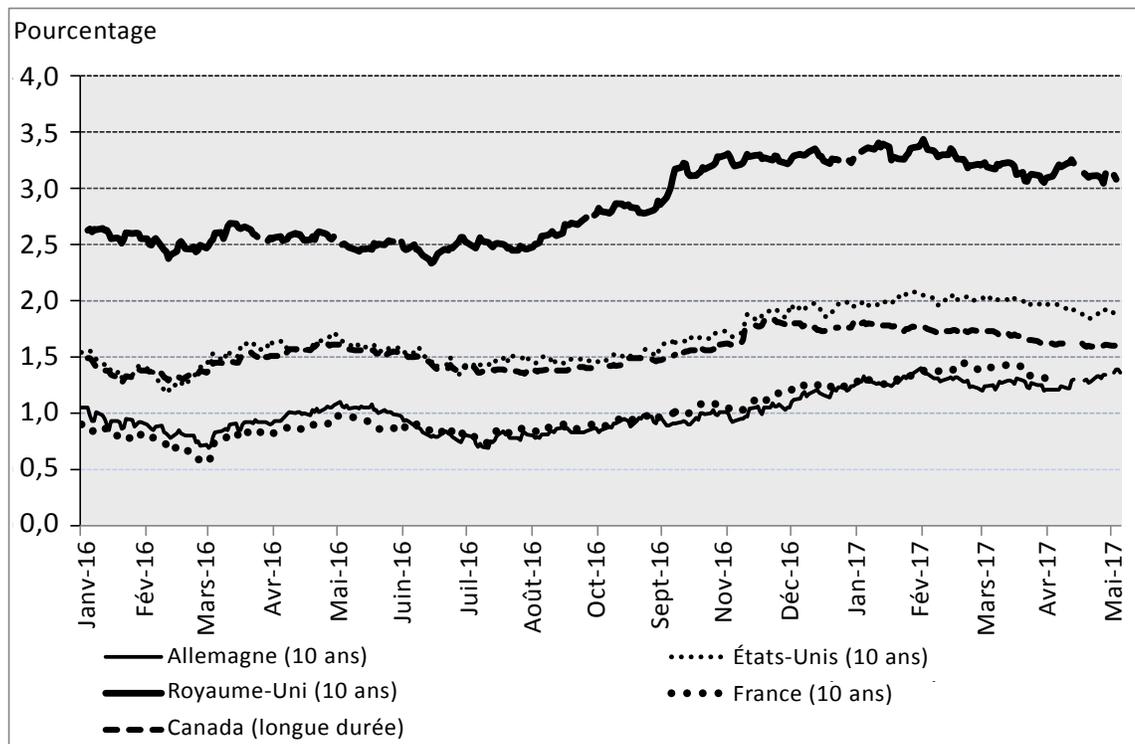
^c Calculé pour l'exercice.

^d Comprend les biens et les services.

4. Le Federal Open Market Committee de la Réserve fédérale des États-Unis a augmenté la fourchette retenue pour le taux des fonds fédéraux de 25 points de base en mars, après avoir procédé à une hausse analogue en décembre 2016. Deux nouvelles hausses des taux d'intérêt étant prévues d'ici la fin 2017, ceci signale le début d'une accélération des hausses des taux d'intérêt aux États-Unis. De ce fait, les écarts entre les taux d'intérêt dans le monde se creuseront, puisque la Banque centrale européenne et la Banque du Japon sont résolues à maintenir durant une longue période les politiques de taux d'intérêt extrêmement faibles voire négatifs et que de nombreux pays exportateurs de produits de base prennent des mesures en vue d'abaisser les taux d'intérêt, en raison de l'atténuation des pressions inflationnistes.

5. L'inflation dans les pays développés a marqué un tournant à la fin de 2016, ce qui a incité le Président de la Banque centrale européenne à déclarer en mars 2017 que les risques de déflation [en Europe] ont disparu pour l'essentiel, tandis que la Banque mondiale ralentissait ses achats d'actifs. Au Japon, l'inflation est supérieure à zéro tandis qu'aux États-Unis et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'inflation globale se chiffre maintenant à plus de 2 %. La hausse des taux d'inflation résulte essentiellement de l'augmentation des cours de l'énergie par rapport à leur minimum du début 2016. Si ces incidences seront vraisemblablement transitoires, les anticipations en matière d'inflation à plus long terme, mesurées sur la base de la différence entre les rendements nominaux des obligations d'État et les rendements des obligations d'État indexés sur le coût de la vie ont augmenté de 0,3 à 0,4 point de pourcentage dans de nombreux pays développés depuis septembre 2016 (figure II), ce qui donne à penser que des niveaux plus élevés d'inflation risquent de persister.

Figure II
**Points morts d'inflation calculés à partir des rendements nominaux
des obligations d'État et des rendements des obligations d'État indexés
sur le coût de la vie**



Source : Département des affaires économiques et sociales, calculés à partir de données provenant de l'Agence France Trésor, de la Banque du Canada, de la Banque d'Angleterre, de la Bundesbank, du Ministère allemand des finances et de la Réserve fédérale des États-Unis.

6. Dans de nombreux marchés émergents¹, en revanche, les pressions sur les prix se sont atténuées ces derniers mois. L'inflation est tombée à l'un de ses niveaux les plus bas en plus de 25 ans dans la Fédération de Russie; elle est également faible ou diminue en Amérique latine et dans la plupart des pays de l'Asie de l'Est et du Sud. Plusieurs pays exportateurs de produits de base en Amérique du Sud, dans certaines régions de l'Afrique et de la Communauté d'États indépendants ont diminué les taux d'intérêt au cours des premiers mois de 2017, s'écartant ainsi de la voie fixée par les États-Unis en matière de taux d'intérêt. Par ailleurs, l'inflation du prix des denrées alimentaires atteint un taux à deux chiffres dans 26 pays, dont 18 pays d'Afrique, ce qui complique la mise en œuvre d'une politique monétaire. Ceci est essentiellement imputable aux pénuries de denrées agricoles, conséquence de la grave sécheresse et d'autres chocs liés à El Niño, auxquels s'ajoutent les conflits.

7. Dans de nombreuses régions du monde, la politique budgétaire deviendra plus expansionniste ou moins restrictive. Aux États-Unis, il est actuellement question

¹ Dans le présent rapport, l'expression « marchés émergents » ne correspond pas à une définition officielle mais désigne essentiellement des pays en développement et des pays en transition à revenu intermédiaire qui sont bien intégrés dans le système financier mondial.

d'effectuer d'importantes baisses des impôts et de mettre en œuvre des programmes d'investissement en infrastructure. Le Japon a introduit un ensemble de mesures d'incitation fiscale se montant à 28 100 millions de yens, c'est-à-dire le troisième par ordre d'importance dans son histoire. Le Canada a également introduit une politique expansionniste. Les mesures d'incitation prises dans les pays développés concernent essentiellement les investissements dans l'infrastructure, après plusieurs années de forte réduction de la dépense publique d'investissement. La politique budgétaire est également expansionniste en Asie de l'Est, Chine y compris. Le redressement du cours des produits de base atténuera également les pressions budgétaires dans de nombreux pays exportateurs de produits de base et réduira les pressions en faveur d'une diminution des dépenses, bien qu'il reste nécessaire de diversifier les sources de recettes publiques à plus long terme.

8. La remontée des indicateurs de la confiance et du climat économique constatée ces derniers mois dans les pays développés suggère que l'on estime que les ménages et les entreprises doivent faire face à moins de risques. Toutefois, l'incertitude, mesurée sur la base du nombre d'articles publiés dans la presse, comme par exemple dans le Global Economic Policy Uncertainty Index², demeure extrêmement élevée et les risques exposés dans *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2017*, quant à l'évolution de la conjoncture politique internationale, continuent d'assombrir les perspectives.

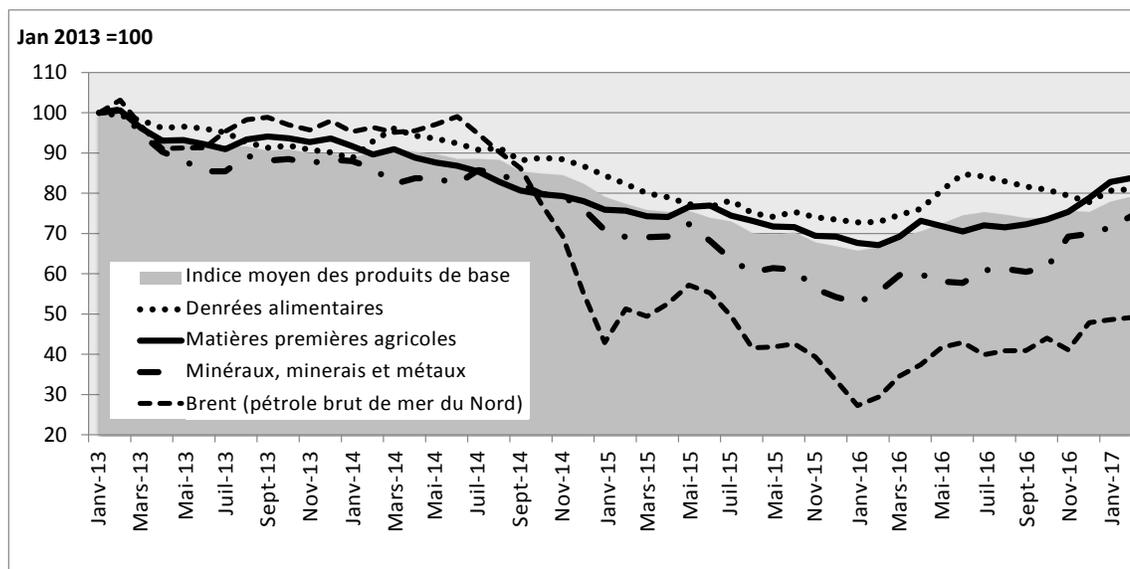
9. L'Administration des États-Unis a introduit une large gamme de mesures depuis son entrée en fonction en janvier. Toutefois, de nombreuses propositions de politiques qui pourraient avoir d'importantes retombées économiques mondiales, concernant par exemple la renégociation des accords commerciaux et l'introduction d'importantes incitations fiscales, restent à préciser. De même, si le calendrier du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne est fixé, il reste à définir un nouveau cadre en matière de relations économiques après le Brexit. Les attentes qui motivent l'optimisme économique mondial risquent de ne pas se matérialiser, ce dont la confiance pâtira grandement. Les préoccupations croissantes en matière de sécurité ou les vulnérabilités financières des grands marchés émergents peuvent également faire échouer la modeste reprise.

Échanges commerciaux et cours des produits de base.

10. Les termes de l'échange de nombreux pays exportateurs de produits de base se sont améliorés en 2016, le cours de ces produits ayant augmenté par rapport aux minimums atteints début 2016. Les cours du pétrole ont à nouveau progressé à la suite de la conclusion, entre la Fédération de Russie et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'accords tendant à limiter la production de pétrole brut en 2017. Il n'en reste pas moins que les cours au comptant du pétrole demeureront instables, compte tenu de l'évolution rapide des perceptions des investisseurs et de l'incertitude considérable de la conjoncture mondiale.

² Voir www.policyuncertainty.com/index.html.

Figure III
Indice du cours de groupes de matières premières

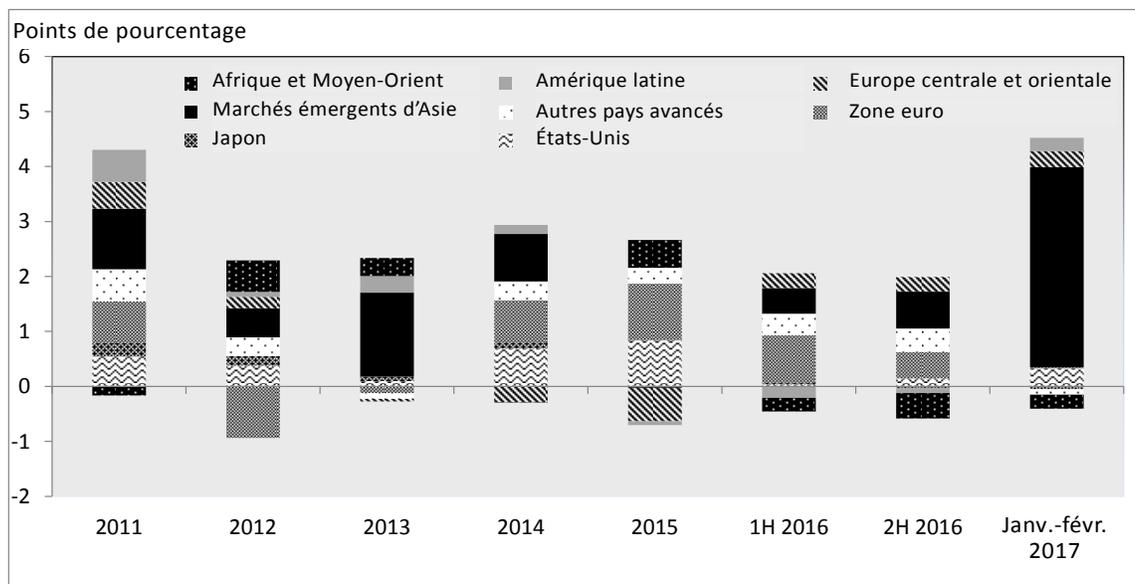


Source : Statistiques de la CNUCED.

11. Le cours de nombreux métaux communs, tels que le cuivre, le zinc et le nickel, a augmenté depuis novembre 2016, parce qu'on escomptait un accroissement des dépenses d'infrastructure aux États-Unis et un raffermissement de l'activité économique en Chine. La hausse du cours des métaux est également imputable en partie à des arrêts de la production dans de grandes zones minières, comme les mines de nickel aux Philippines, les mines de cuivre au Chili et en Indonésie et les mines de zinc en Australie, de sorte que la hausse des cours ne se traduit pas nécessairement par une augmentation des recettes dans tous les pays producteurs.

12. Depuis le dernier trimestre de 2016, des indicateurs tels que les commandes à l'exportation, les volumes du fret aérien international et les frais de transports mondiaux signalent une modeste reprise des échanges internationaux. Les exportations en volume ont augmenté dans les pays développés et en développement, essentiellement du fait du raffermissement de la demande dans les marchés émergents d'Asie (Figure IV). Toutefois, des tendances à plus long terme relatives à l'évolution des chaînes d'approvisionnement et au ralentissement de la libéralisation des échanges limiteront l'accélération rapide des échanges mondiaux. La persistance d'une incertitude élevée pèsera également sur l'activité commerciale, en particulier si les tendances récentes en faveur d'une politique commerciale mondiale plus restrictive s'intensifient. Le volume des échanges mondiaux de biens et de services devrait augmenter de 2,8 % en 2017 contre 1,9 % en 2016.

Figure IV
Contribution à la croissance mondiale des importations, en volume, par région



Source : CPB, Bureau d'analyse des politiques économiques des Pays-Bas.

Apport de capitaux et taux de change

13. Les apports de capitaux à destination des pays en développement ont repris au début 2017, infirmant ainsi les préoccupations quant aux augmentations des taux d'intérêt décrétées par la Réserve fédérale et aux possibilités de retournement des politiques internationales. Plusieurs importants marchés émergents, en particulier en Asie et en Amérique latine, ont enregistré d'importantes augmentations des apports sous forme d'obligations et d'actions. Parallèlement, la monnaie de la plupart des pays émergents s'est appréciée par rapport au dollar, ce qui a compensé les pertes encourues immédiatement après les élections aux États-Unis.

14. La reprise des apports de capitaux témoigne de l'optimisme accru quant aux perspectives de croissance dans certaines régions et du goût plus vif des investisseurs pour le risque, alors que les rendements restent faibles dans les pays développés. Les investisseurs semblent également moins préoccupés par les propositions relatives à des politiques protectionnistes aux États-Unis, en dépit de leurs éventuelles conséquences pour les exportateurs des marchés émergents.

15. Il n'en reste pas moins que ces tendances positives sont apparues alors que les apports de capitaux à destination des pays en développement demeurent faibles et sont nettement inférieurs aux niveaux enregistrés de 2010 à 2014. Les apports financiers totaux nets à destination des pays en développement ont été négatifs pour la troisième année consécutive en 2016, partiellement en raison de l'augmentation rapide des sorties de capitaux effectuées par les investisseurs résidant en Chine. En conséquence, les responsables politiques chinois ont annoncé des mesures temporaires en vue d'atténuer la cadence des sorties de capitaux.

16. Les investissements étrangers directs à destination de pays en développement ont chuté de quelque 20 % en 2016, les faibles cours des produits de base dissuadant

d'investir dans des secteurs liés aux produits de base et venant s'ajouter aux incertitudes politiques et aux préoccupations croissantes en matière de sécurité dans plusieurs pays. Les courants d'investissement étranger direct vers l'Afrique, les pays en développement d'Asie et l'Amérique latine restent concentrés pour l'essentiel dans quelques importants marchés émergents. Une augmentation de la valeur des projets relatifs aux zones vertes, associée à des bases macroéconomiques plus propices, laisse présager un redressement modeste des flux d'investissement étranger direct à destination des pays en développement en 2017.

17. En dépit des améliorations récentes, les flux de capitaux transfrontières se ressentent de la détérioration de l'opinion des investisseurs. Des modifications de la conjoncture politique internationale, les préoccupations accrues relatives aux vulnérabilités financières en Chine, l'instabilité politique ou l'échec de la réforme dans d'importants marchés émergents, tout comme la montée de tensions géopolitiques peuvent renforcer la phobie du risque et susciter une nouvelle vague d'inversion des flux de capitaux.

18. D'importantes incertitudes pèsent également sur les marchés internationaux des devises. Au cours des semaines qui ont immédiatement suivi les élections aux États-Unis, le dollar a atteint son niveau maximum depuis 2002, stimulé par les perspectives d'assouplissement budgétaire dans le pays et la divergence accrue entre les politiques monétaires prônées par la Réserve fédérale et celles d'autres grandes banques centrales. Ultérieurement, le dollar a perdu la plupart des gains enregistrés après l'élection, les investisseurs devenant plus prudents quant aux perspectives d'incitation fiscale aux États-Unis et légitimement plus optimistes quant aux perspectives des autres grandes économies. Alors que leur conjoncture financière est plus favorable, de nombreux pays en développement et pays en transition ont constaté une modération des pressions extérieures et inflationnistes au cours des six derniers mois, ce qui a permis de mettre en œuvre une politique monétaire moins restrictive.

19. À l'avenir, le creusement accru des écarts entre taux d'intérêt favorisera vraisemblablement le dollar par rapport aux monnaies d'autres pays développés et de pays émergents. Si un dollar fort est profitable pour les exportateurs dans nombre d'économies n'utilisant pas le dollar comme monnaie de référence, son appréciation constitue un risque pour les pays qui doivent financer une dette élevée libellée en dollars.

Pauvreté et inégalité

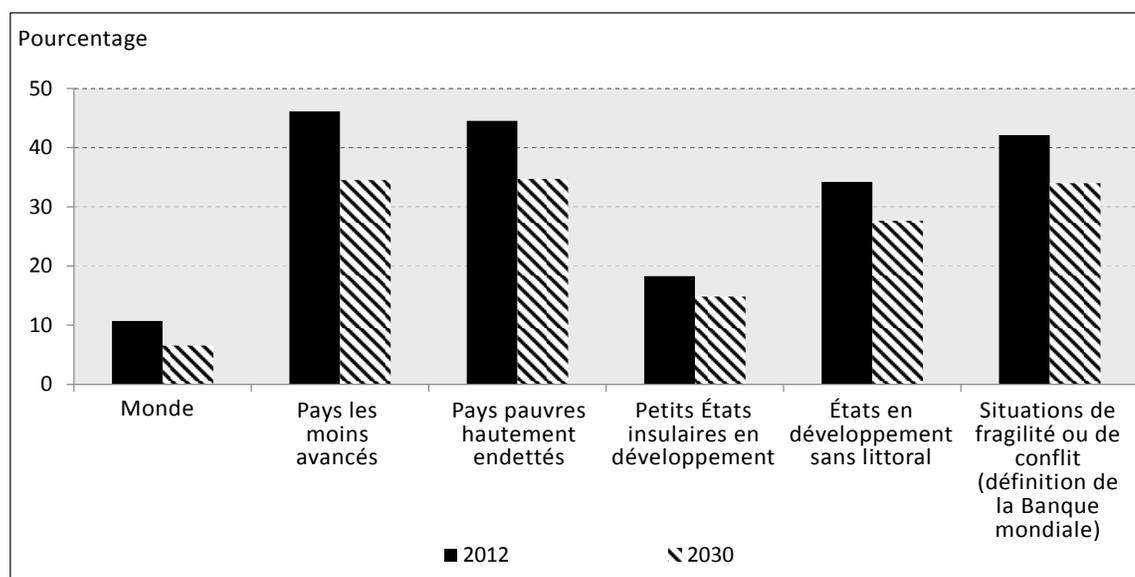
20. Si les perspectives mondiales de croissance du PIB sont identiques à celles décrites dans *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2017*, les perspectives de plusieurs des pays les moins avancés et des pays où les niveaux de pauvreté demeurent élevés se sont détériorées, suscitant des préoccupations quant à l'issue à court et à long terme de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Préoccupation immédiate, des dizaines de millions d'êtres humains souffrent de la famine ou connaissent une grave insécurité alimentaire dans des régions du Kenya, au nord-est du Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen, où les déplacements généralisés et les blocus des approvisionnements alimentaires en conséquence du conflit sont aggravés par la sécheresse et ses conséquences destructrices pour les récoltes et le bétail. Au nombre d'autres préoccupations à court terme, on peut citer la hausse de l'inflation du prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays, qui

frappera de manière disproportionnée les ménages les plus pauvres et creusera les inégalités au sein des pays et entre pays.

21. À plus long terme, la lutte contre la pauvreté imposera d'accélérer la croissance du PIB et de progresser sur la voie de la réduction de l'inégalité des revenus. La figure V contient des projections relatives à la réduction de la pauvreté d'ici 2030, fondées sur une prorogation du scénario de base, étant entendu que la répartition des revenus au sein d'un pays est inchangée. Il en ressort un tableau préoccupant. En l'absence d'une réduction de l'inégalité des revenus, les projections actuelles en matière de croissance indiquent que près de 35 % de la population des pays les moins avancés vivraient dans une pauvreté extrême en 2030.

Figure V

Pourcentage de la population vivant dans une pauvreté extrême en 2012 et projections pour 2030, fondée sur l'hypothèse d'une inégalité constante



Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Voir *World Economic Situation and Prospects 2017*.

22. Les responsables des politiques devront redoubler d'efforts aussi bien pour promouvoir une conjoncture qui permettra d'accélérer les perspectives de croissance à moyen terme que pour réduire la pauvreté au moyen de politiques de lutte contre les inégalités des revenus et des chances. Le rapport de la Banque mondiale³ expose un certain nombre de politiques qui ont généralement réussi à réduire les inégalités de revenus. Il s'agit entre autres de politiques à court terme destinées à lisser la consommation des personnes les plus démunies et de politiques à plus long terme qui concernent la lutte contre l'inégalité des chances et portent notamment sur l'investissement dans le développement des tout petits, l'accès aux soins de santé et à l'éducation et l'investissement dans le réseau routier rural et l'électrification.

³ Banque mondiale, *Pauvreté et prospérité partagée 2016: réduire les inégalités pour mettre fin à l'extrême pauvreté* (Washington, D. C., 2016).

Énergie et environnement

23. Les émissions de carbone se sont maintenues au même niveau pendant trois années de suite, alors que la production mondiale augmentait et que le prix du pétrole était faible, ce qui constitue un indice provisoire de découplage entre croissance des émissions et croissance économique mondiale. Ce fait nouveau est dû à des facteurs essentiels, dont la production croissante d'énergies renouvelables, les améliorations en matière d'efficacité énergétique, la transition du charbon au gaz naturel et le ralentissement de la croissance économique dans les principaux émetteurs de carbone.

24. Toutefois, les améliorations constatées ces dernières années pourraient être facilement réduites à néant en l'absence d'une action concertée des secteurs public et privé en vue d'améliorer l'efficacité énergétique et de promouvoir les énergies renouvelables. Le retour à une croissance plus forte du PIB pourrait s'accompagner également d'une hausse des niveaux d'émissions, tandis que les faibles cours du pétrole pourraient faire échouer les efforts de promotion de modes de transport à faible émission de carbone, en décourageant les investissements dans les techniques, telles que celles des biocarburants et des véhicules électriques, qui concurrencent les modes de transport fondés sur l'utilisation de carburants issus du pétrole et en réduisant les incitations en faveur de véhicules plus économes en carburant.

25. Le fait que les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du Groupe des Vingt et que les ministres de l'énergie du Groupe des Sept soient peu disposés à renouveler l'appel en faveur de l'application de l'Accord de Paris dans les délais prescrits suscite des préoccupations quant à la mise en œuvre des engagements mondiaux, tout comme l'examen des politiques des États-Unis relatives aux changements climatiques.

II. Perspectives économiques par région

Pays développés

26. L'activité économique aux États-Unis s'est accélérée au cours du deuxième semestre de 2016, comme le montrent la forte hausse de la dépense de biens de consommation durable et de l'investissement résidentiel et l'évolution du cycle des stocks, les entreprises reconstituant leurs stocks. Les investissements dans les industries extractives ont également repris pendant le dernier trimestre, peut-être en raison de l'assouplissement escompté de la réglementation en matière d'environnement et de la hausse modeste du prix du pétrole. En 2017, l'activité économique bénéficiera dans une certaine mesure de l'augmentation de la dépense publique. L'administration a demandé une augmentation nette de la dépense d'un montant de 18 milliards de dollars d'ici septembre 2017. Si cette demande est approuvée, la croissance progressera de 0,1 point de pourcentage et le PIB augmentera de 2,1 % en 2017 et 2018.

27. La conjoncture politique reste agitée aux États-Unis, les propositions de l'administration se heurtant à des obstacles émanant du Congrès et d'ordre judiciaire. Si l'ébauche de budget pour le prochain exercice est neutre⁴, elle ne prend pas en

⁴ Office of Management and Budget, *America First: A Budget Blueprint to Make America Great Again*, mars 2017. Disponible à l'adresse : www.whitehouse.gov/sites/whitehouse.gov/files/omb/budget/fy2018/2018_blueprint.pdf.

compte le programme d'infrastructures et les baisses d'impôts qui doivent être annoncés ultérieurement au cours de l'année et entraîneront peut-être une révision à la hausse des prévisions actuelles. L'ébauche expose les modifications qu'il est proposé d'apporter à la composition de la dépense publique, à savoir une hausse de 10 % des dépenses de défense et de protection des frontières compensée par des baisses dans tous les autres domaines, dont l'éducation, les soins de santé, la protection de l'environnement et l'aide au développement.

28. Au Canada, l'incertitude concernant la politique commerciale des États-Unis a retardé la reprise de l'investissement. En 2017, l'investissement pâtira également de l'achèvement de la plateforme pétrolière d'Hébron, dont la construction a stimulé l'activité industrielle dans la région ces dix dernières années. En revanche, la politique budgétaire expansionniste favorisera l'activité économique au Canada et permettra une accélération de la croissance du PIB qui atteindra 2,2 % en 2017 et 2,3 % en 2018.

29. Les politiques macroéconomiques du Japon demeurent extrêmement favorables et sous-tendent une prévision de croissance du PIB de 1,1 % en 2017. On prévoit une augmentation notable de l'investissement public, dans le cadre d'un programme d'investissement dans les infrastructures de 3 000 milliards de yens (0,5 % du PIB). L'investissement non résidentiel du secteur privé a également montré certains signes de reprise à la fin 2016 et pourrait être stimulé dans un proche avenir à l'occasion des Jeux olympiques de 2020. La population de 15 à 64 ans diminuant en moyenne de 1 % par an, la croissance économique est supérieure à l'augmentation des capacités et la production ne suffit pas à répondre aux besoins. Toutefois, l'inflation n'atteindra vraisemblablement pas l'objectif de 2 % fixé par la banque centrale en 2017 ou 2018. Le taux d'inflation des prix à la consommation s'est établi en moyenne à -0,1 % en 2016, mais est passé à 0,3 % au début 2017, en raison de la hausse des prix de l'énergie, de la dépréciation du yen et des tensions sur le marché du travail, le taux de chômage étant légèrement inférieur à 3 %.

30. La croissance en Union européenne restera dynamique avec un taux de 1,7 % en 2017 et 2018, conformément aux prévisions antérieures. La consommation des ménages est devenue l'un des principaux moteurs de ces excellents résultats, qui reflètent l'amélioration du marché du travail, le taux de chômage étant tombé à 8 % début 2017 et la création d'emplois étant vigoureuse. Toutefois, les totaux recouvrent une large gamme de tendances nationales. Le chômage demeure à des niveaux préoccupants dans des pays comme la Grèce et l'Espagne, tandis que le marché de l'emploi en République tchèque, en Allemagne et dans certains autres pays présente des signes de plein emploi voire même de pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs.

31. L'investissement stimulera également une croissance dynamique dans le monde des entreprises, fondée sur des bénéfices élevés et des faibles taux d'intérêt. Toutefois, le taux d'investissement restera inférieur à celui d'exercices antérieurs, compte tenu de l'incertitude accrue sur le plan des politiques générales. Le maintien d'une demande vigoureuse au sein de l'Union européenne restera un facteur essentiel de croissance, en particulier dans les pays et secteurs (tels que les machines-outils et l'industrie automobile) davantage tributaires des exportations. Toutefois, l'incertitude accrue sur le plan politique et sur celui des politiques générales, liée à la tenue d'un certain nombre d'élections aux parlements nationaux et le vague entourant le cadre futur des échanges de l'Union européenne avec le Royaume-Uni et, dans un certain degré, avec les États-Unis, expose l'Europe à un certain nombre de possibilités de chocs qui pourraient entraîner une croissance négative.

Pays en transition

32. La croissance dans la Communauté d'États indépendants et en Géorgie augmentera pour atteindre 1,7 % en 2017 et 1,9 % en 2018. Les exportateurs d'énergie de la CEI bénéficieront du redressement des cours du pétrole. La réduction de 0,2 % du PIB enregistrée dans la Fédération de Russie en 2016 a été inférieure aux prévisions et le PIB progressera de 1,5 % en 2017. La demande intérieure s'est renforcée mais continuera à entraver la croissance, la progression de la consommation étant limitée, la dépense publique diminuant en valeur réelle et l'investissement pâtissant des incertitudes, des sanctions économiques et de la faiblesse du secteur bancaire. Au Kazakhstan, une modeste accélération de la croissance est prévue pour 2017, grâce aux mesures d'incitation. Pour échapper aux perspectives de faible croissance, il importe que les exportateurs d'énergie de la CEI appliquent de nouveaux modèles de développement non tributaires des recettes tirées de l'énergie.

33. Parmi les importateurs d'énergie, l'économie de l'Ukraine a connu une ébauche de redressement en 2016, en raison de la récolte abondante et de la montée en puissance du secteur du bâtiment. Toutefois, le retour de l'instabilité interne début 2017 compromettra vraisemblablement les secteurs essentiels que sont l'énergie et l'acier. Au Bélarus, la faible demande intérieure continue à peser sur la relance. Parmi les économies moins importantes, l'Arménie pâtit de la contraction du secteur du bâtiment. Il est possible que l'Asie centrale connaisse une extension plus vigoureuse, appuyée par le rebond des envois de fonds au Kirghizistan et au Tadjikistan et par le resserrement des relations avec la Chine. La région de la CEI se heurte à des risques considérables, concernant notamment les fragilités du secteur bancaire exacerbées par les dépréciations, les remboursements au titre de la dette extérieure et les tensions géopolitiques.

34. En Europe du Sud-Est, la croissance totale du PIB devrait passer de 2,7 % en 2016 à 3,1 % en 2017 et 3,2 % en 2018. La région a bénéficié d'importants apports au titre de l'investissement étranger direct ces dernières années, dont les effets commencent à se faire sentir dans l'accroissement de la capacité de production.

Pays en développement

Asie

35. Après un léger ralentissement de la croissance en 2016, l'économie de l'Asie de l'Est devrait progresser à un taux régulier de 5,6 % en 2017 et 2018, conformément aux prévisions antérieures. La croissance de la région continuera d'être animée par une demande intérieure vigoureuse, notamment la consommation des ménages et l'investissement public. La région bénéficiera également du redressement des exportations et de l'amélioration graduelle de la demande mondiale et intrarégionale. L'investissement privé demeurera vraisemblablement atone compte tenu des incertitudes accrues, en dépit d'un climat financier favorable dans la région.

36. En Chine, la croissance devrait se modérer et passer de 6,7 % en 2016 à 6,5 % en 2017 et 2018. La croissance plus vigoureuse que prévu enregistrée en Chine en 2016 et au début 2017 était imputable en partie à des mesures d'incitation. Alors que les mesures de réforme structurelle continueront à ralentir l'investissement dans les secteurs dotés d'une capacité excédentaire, la demande intérieure continuera à bénéficier de mesures fiscales favorables. Il n'en reste pas moins que les vulnérabilités

accrues du secteur financier, telles que le niveau élevé de l'endettement des sociétés et des prix de l'immobilier constituent un défi politique croissant.

37. La plupart des autres pays de la région enregistreront une reprise de la croissance. La consommation des ménages demeurera le principal facteur de croissance tandis que les revenus augmenteront et que des pressions inflationnistes modestes se feront sentir. La croissance en Indonésie et en Malaisie sera également stimulée par l'augmentation du cours des produits de base tandis que l'activité économique aux Philippines et en Thaïlande bénéficiera des importantes dépenses publiques en matière d'infrastructure.

38. Les risques de détérioration des perspectives de croissance de la région se sont accrus. Une conjoncture commerciale mondiale plus restrictive aurait des retombées négatives sur les perspectives générales de croissance de l'Asie de l'Est, étant donné l'ouverture commerciale de cette région. En outre, un ralentissement plus net que prévu en Chine serait lourd de conséquences dans la région, sur les plans du commerce, des finances et de l'investissement. Dans plusieurs pays de la région, le niveau élevé d'endettement du secteur privé continue à risquer de compromettre la stabilité financière et la croissance. Dans cette conjoncture difficile, la politique budgétaire jouera vraisemblablement un rôle essentiel en stimulant la demande intérieure et en contribuant aux priorités de développement de la région.

39. L'Asie du Sud enregistrera un taux de croissance de 6,7 % en 2017 et de 7,1 % en 2018 appuyé par la consommation vigoureuse des ménages, des réformes nationales et des politiques macroéconomiques favorables. En dépit de perturbations temporaires liées à la politique de démonétisation, la situation économique en Inde demeure solide, grâce à des politiques budgétaires et monétaires rationnelles et à la réalisation de réformes intérieures fondamentales. Il n'en reste pas moins que le manque de liquidités dans le secteur de la banque et dans le monde des entreprises empêchera une reprise vigoureuse de l'investissement dans un proche avenir. La croissance en République islamique d'Iran se renforce, en raison de l'augmentation de la production et des exportations de pétrole et de la hausse de l'investissement privé. On escompte également que la croissance économique progressera au Népal et aux Maldives tandis que le Bangladesh, le Bhoutan et le Pakistan devraient conserver une croissance modérément dynamique. L'inflation régionale a atteint l'an dernier son niveau le plus faible depuis plusieurs décennies et devrait demeurer stable dans l'ensemble, ce qui permettra de mettre en place des politiques monétaires favorables dans la plupart des pays. Sri Lanka constitue toutefois une exception, car les pressions inflationnistes jointes à l'expansion résolument élevée des crédits ont imposé d'adopter une politique monétaire plus rigoureuse.

40. Dans la plupart des pays, la politique budgétaire est demeurée modérément restrictive et a comporté un certain degré de souplesse pour stimuler les investissements dans l'infrastructure publique. Le défi essentiel consiste à améliorer les recettes fiscales et la capacité de mettre en œuvre des politiques contrecycliques, ce qui nécessite d'élargir l'assiette fiscale et d'améliorer la conformité fiscale. Eu égard aux importantes carences en matière d'infrastructure, l'investissement public devrait remplacer l'investissement privé dans des domaines comme l'énergie, les transports, l'eau et l'assainissement. Toutefois, des reculs des réformes nationales, la montée de l'instabilité politique et les brusques restrictions en matière de financement mondial constituent des risques de détérioration. En outre, une montée de l'inflation peut rapidement contraindre à adopter des politiques monétaires plus rigoureuses et

peser sur la consommation des ménages, comme on le constate actuellement à Sri Lanka. Les perspectives régionales favorables permettront d'améliorer le marché du travail et de progresser sur la voie de la réduction de la pauvreté.

41. Les prévisions de croissance de l'Asie occidentale s'établissent à 2,1 % en 2017 et 2,9 % en 2018, ce qui constitue une importante révision à la baisse pour 2017 par rapport aux prévisions de *World Economic Situation and Prospects 2017*, qui s'établissaient à 2,5 %, essentiellement imputable au ralentissement des perspectives en Turquie. Les pressions sur la balance des paiements, après une importante dépréciation de la livre turque, limitent la demande nationale.

42. La montée du cours du pétrole a suscité un optimisme prudent parmi les États membres du Conseil de coopération du Golfe, à savoir l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar. La croissance de la masse monétaire a repris dans ces pays, suite à son importante contraction en 2016, ce qui témoigne d'une expansion modérée de la demande intérieure et de la stabilité des frais financiers. Les efforts d'assainissement des finances publiques se poursuivront dans les pays membres du Conseil, notamment les réformes des subventions, la privatisation des entreprises publiques et l'introduction de la taxe unique à la valeur ajoutée du Conseil de coopération du Golfe en 2018.

43. En Jordanie et au Liban, les perspectives demeurent déprimées en raison de l'atonie de la demande intérieure. Ces deux pays ont enregistré une hausse de l'inflation alors qu'ont disparu les avantages en matière de termes de l'échange liés à la faiblesse des cours des produits de base. Israël continuera à enregistrer une croissance solide, stimulée par l'expansion stable de la demande intérieure et la faiblesse de l'inflation en dépit des pressions accrues sur le marché du travail. Les crises humanitaires se poursuivront en Iraq, en République arabe syrienne et au Yémen. Si plusieurs signes de stabilisation économique ont commencé à se manifester en Iraq, on estime qu'au Yémen quelque 65 % de la population seraient touchés par des pénuries alimentaires.

Afrique

44. La croissance en Afrique reste languissante, en raison de turbulences plus graves que prévu. Des taux de croissance modestes de 2,9 % et de 3,6 % sont escomptés en 2017 et 2018 respectivement, en baisse par rapport aux prévisions de 3,2 % et 3,8 % en janvier.

45. Les prévisions pour 2017 ont été réduites dans toutes les sous-régions à l'exception de l'Afrique australe, qui devrait bénéficier du léger redressement des cours des matières premières et d'une meilleure récolte. Toutefois, ces perspectives pourraient souffrir du resserrement du financement extérieur, de la dépréciation de la monnaie et de l'instabilité politique. En Afrique de l'Est, la croissance, animée par l'investissement étayé des incitations publiques, pâtira nettement du régime météorologique. Bien qu'elle reste la région d'Afrique où la croissance est la plus rapide, la situation des plus défavorisés y demeure critique. En Afrique du Nord, la révision à la baisse résulte essentiellement de l'inflation rapide en Égypte. Une croissance plus forte est prévue pour 2018, car la stabilisation de la situation sécuritaire et l'accroissement de la demande émanant d'Europe devraient susciter un redressement du tourisme et des échanges. Les perspectives de l'Afrique centrale demeurent modestes en conséquence de la faiblesse des recettes pétrolières et des risques en matière de stabilité politique. De même, des pressions sur le secteur

pétrolier et les limitations en matière de devises étrangères restreignent les perspectives de croissance au Nigéria et, par voie de conséquence, en Afrique de l'Ouest.

46. En dépit de politiques monétaires restrictives, l'inflation demeurera élevée, en raison de la hausse graduelle du cours des produits de base, de l'effet retard des dépréciations monétaires et de la sécheresse en Afrique de l'Est. L'inflation élevée du prix des denrées alimentaires est particulièrement préoccupante, car ses effets se font lourdement sentir sur les pauvres. Les déficits budgétaires demeurent stables mais élevés, en conséquence de hausses des dépenses d'infrastructure et des dépenses sociales.

47. Les perspectives sont sujettes à un certain nombre de risques. Un ralentissement plus marqué en Chine aurait des incidences néfastes sur les nombreux pays qui bénéficient de niveaux élevés d'investissement étranger direct et de financement de l'investissement en provenance de Chine. Une hausse plus nette des rendements mondiaux et un raffermissement du dollar des États-Unis auraient des incidences néfastes sur les conditions du financement extérieur, qui seraient légèrement compensées par l'accroissement des envois de fonds. Les problèmes de sécurité et l'instabilité politique constituent également des menaces critiques. Plus de 20 millions de personnes risquent de mourir de faim et souffrent de la famine au nord-est du Nigéria, en Somalie et au Soudan du Sud, en conséquence de la sécheresse et de conflits prolongés. Enfin, la poursuite des chocs météorologiques pourrait avoir de graves conséquences économiques et sociales.

Amérique latine et Caraïbes

48. L'Amérique latine et les Caraïbes connaîtront un redressement économique modeste en 2017 et 2018, après deux années de croissance négative du PIB. Le PIB de la région a diminué de 1,3 % en 2016, en raison de récessions plus graves que prévu en Argentine, au Brésil et en République bolivarienne du Venezuela. Compte tenu du fait que l'Argentine et le Brésil devraient se rétablir graduellement, on prévoit que le taux de croissance régionale s'établisse à 1,1 % en 2017 et 2,5 % en 2018. La région continue à connaître des incertitudes et des risques importants, en particulier s'agissant des mesures de politique macroéconomique adoptées aux États-Unis et des programmes de réforme nationaux.

49. L'Amérique du Sud devrait connaître un redressement reposant sur une large assise mais lent. La diminution de l'inflation, l'assouplissement de la situation monétaire et dans certains cas l'amélioration des politiques macroéconomiques favoriseront la consommation des ménages et l'investissement. Dans la sous-région, les pressions inflationnistes ont diminué plus vite que prévu au cours des derniers trimestres et les monnaies sont restées solides, ce qui a permis aux banques centrales de diminuer les taux d'intérêt. Les exportateurs sud-américains de produits de base bénéficieront vraisemblablement du renforcement de la demande extérieure et de la hausse légère des cours des produits de base. En dépit de l'amélioration escomptée, plusieurs facteurs pèseront sur les résultats de l'Amérique du Sud pendant la période considérée, dont le chômage élevé, la nécessité persistante de l'assainissement des finances publiques ainsi que les obstacles structurels, tels que la faible croissance de la productivité et l'absence de diversification économique.

50. Les perspectives du Mexique et de l'Amérique centrale sont inchangées pour l'essentiel et il est prévu que la croissance sera à peine supérieure à 2 %. Au Mexique,

la consommation et l'investissement des ménages sont restés fermes face à l'introduction d'éventuelles mesures protectionnistes aux États-Unis. Le ralentissement de la croissance annuelle devrait être faible, malgré une politique monétaire plus restrictive et l'incertitude accrue quant à l'activité économique au cours des prochains trimestres. Dans les Caraïbes, la croissance moyenne du PIB s'améliorera par rapport au faible taux de 2016, année où l'activité de Cuba et de la Trinité-et-Tobago a diminué. La sous-région reste caractérisée par des différences marquées sur le plan économique. La République dominicaine est au nombre des économies d'Amérique latine et des Caraïbes dont la croissance est la plus rapide, tandis que la plupart des économies de moindre importance de la sous-région poursuivent une croissance plus lente.

Pays les moins avancés

51. Les perspectives économiques de nombre des pays les moins avancés se sont assombries depuis janvier 2017. On escompte que le PIB de ce groupe de pays n'augmentera que de 4,7 % en 2017 et 5,3 % en 2018, soit un taux nettement inférieur à la cible retenue dans l'objectif de développement durable tendant à maintenir un taux de croissance annuelle du PIB d'au moins 7 %. La croissance de la consommation par habitant devrait être en moyenne de 1,7 % entre 2016 et 2018, soit un niveau nettement inférieur à la moyenne avant la crise dans la grande majorité des pays. Le ralentissement économique, qui vient s'ajouter aux carences institutionnelles généralisées risque de compromettre les efforts critiques visant à appuyer les soins de santé, l'éducation, la protection sociale et l'adaptation aux changements climatiques et se soldera par un ralentissement des progrès sur la voie de l'amélioration des niveaux de vie et de la lutte contre la pauvreté généralisée.

III. Incertitudes et risques majeurs concernant l'économie mondiale

52. Les risques concernant le scénario de base exposé à la section I sont d'ordre baissier. La persistance d'une incertitude politique élevée empêchera vraisemblablement une reprise vigoureuse de l'investissement privé dans le monde. Alors que les écarts entre les taux d'intérêt se creusent dans les pays développés, les marchés financiers demeurent vulnérables à des épisodes de défiance accrue face aux risques, en conséquence de modifications soudaines des politiques, de données économiques inattendues ainsi que de la montée des tensions géopolitiques. Dans les pays développés, si le climat des affaires s'est amélioré et si les marchés boursiers sont dynamiques, il reste à voir si ces tendances se concrétiseront dans le renforcement de l'activité économique réelle et en particulier dans une reprise soutenue de l'investissement privé.

Évolution de la conjoncture politique internationale

53. Comme indiqué dans *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2017*, l'évolution du panorama politique international a suscité des incertitudes considérables et généralisées dans les domaines des échanges, de l'immigration et de l'environnement. La montée de l'insatisfaction face à la répartition inégale des charges et des bénéfices de la mondialisation a contribué à alimenter des opinions plus protectionnistes et autocentrées dans certains pays développés. En outre, elle

sape de plus en plus les engagements multilatéraux et la coopération et la coordination internationales dans plusieurs domaines. L'évolution rapide de la conjoncture politique internationale pourrait avoir des incidences considérables sur la croissance de l'économie mondiale et ralentir les progrès en matière de réalisation des objectifs de développement durable sur les plans social et environnemental.

54. La décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne constitue elle aussi une source d'incertitude politique. En mars 2017, le Royaume-Uni a déclenché la mise en œuvre de l'article 50 du Traité de Lisbonne, entamant ainsi officiellement le processus de retrait de l'Union européenne. La sortie de l'Union européenne exige la renégociation globale d'une myriade de relations et notamment des accords commerciaux, financiers et relatifs aux migrations conclus entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, ainsi qu'entre le Royaume-Uni et d'autres partenaires dont la relation avec le Royaume-Uni est actuellement régie par des traités conclus avec l'Union européenne. Le Royaume-Uni risque également de devoir affronter des obstacles plus importants dans ses relations commerciales futures avec l'Union européenne, sous forme par exemple de réglementations techniques et administratives. On ne sait pas non plus si les politiques redéfinies du Royaume-Uni en matière de commerce et d'investissement limiteront l'accès des pays en développement aux débouchés. Ceci peut avoir des incidences néfastes sur les perspectives de croissance et de développement des pays hautement tributaires de leurs exportations à destination du Royaume-Uni.

55. Une réapparition du protectionnisme commercial constitue un risque baissier considérable pour les perspectives mondiales. En mars, les ministres des finances du G20 n'ont pas réaffirmé, dans leur déclaration, leur volonté de lutter contre toutes les formes de protectionnisme, pour la première fois en 10 ans. Par ailleurs, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a constaté, dans son rapport de suivi sur les mesures commerciales le plus récent, que le nombre de mesures restrictives a continué de croître en 2016, alors que le retrait des mesures restrictives existantes continuait d'être lent et que de nouvelles mesures restrictives, essentiellement sous forme d'obstacles non tarifaires, étaient introduites relativement rapidement, essentiellement sous forme d'obstacles non tarifaires. L'évolution de la conjoncture politique aux États-Unis et dans certaines parties de l'Europe fait également apparaître une montée des tendances protectionnistes unilatérales dans certains pays développés. Un environnement commercial de plus en plus restrictif dans le monde ralentira les progrès sur la voie des objectifs de développement durable, compte tenu des relations étroites qui existent entre le commerce, la productivité et la croissance des revenus⁵. Un allègement des restrictions au commerce des services contribuerait également à augmenter la capacité d'exportation, à accroître la productivité et à favoriser la transformation structurelle, conformément aux objectifs de développement.

56. Les États-Unis ont annoncé qu'ils procéderaient à un examen exhaustif de leurs relations commerciales. La nouvelle administration a décidé le retrait des

⁵ Banque mondiale, *Making trade an engine of growth for all: the case for trade and for policies to facilitate adjustment* (Faire du commerce un moteur de la croissance pour tous: comment les échanges et les politiques peuvent faciliter l'ajustement), Washington, D.C, 2017. Disponible à l'adresse : <http://documents.worldbank.org/curated/en/318651491579082111/Making-trade-an-engine-of-growth-for-all-the-case-for-trade-and-for-policies-to-facilitate-adjustment>.

États-Unis de l'Accord de partenariat transpacifique, annoncé qu'elle avait l'intention de renégocier d'autres grands accords commerciaux et présenté des propositions tendant à imposer des droits spécifiques à l'importation de marchandises en fonction de leur provenance, ce qui pourrait entraîner des poursuites devant l'OMC et des mesures de rétorsion. De telles politiques pourraient être particulièrement nocives pour les échanges des pays dont les États-Unis constituent la principale destination à l'exportation, à savoir entre autres le Canada, la Chine et le Mexique. De plus, elles auront également des retombées considérables dans les pays où opèrent les chaînes de valorisation mondiales et régionales, comme par exemple les pays en développement d'Asie.

57. Le programme politique des États-Unis comporte également des éléments positifs, qui pourraient avoir des effets favorables. Une politique budgétaire plus expansionniste, privilégiant l'infrastructure ainsi que des réformes fiscales, notamment la diminution des impôts sur les sociétés, pourrait contribuer à accroître l'investissement privé et la production, au moins à court terme. Toutefois, ces initiatives en sont encore à leurs débuts et l'on ne sait toujours pas bien quels en seront le calendrier et la nature, non plus que la viabilité fiscale. L'administration actuelle a également annoncé des plans visant à assouplir la réglementation financière, en particulier la loi « Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act » de 2010. Si ce secteur peut faire l'objet d'une simplification et de gains d'efficacité, des changements majeurs de politiques sur la voie de la déréglementation du secteur financier s'assortissent de risques financiers à moyen terme non négligeables pour l'économie mondiale. Également, certaines de ces politiques pourraient entraîner une nouvelle appréciation du dollar qui, conjointement avec la hausse des taux d'intérêt, pourrait aggraver les vulnérabilités des marchés émergents, comme on le verra dans la section ci-après.

Adoption d'une politique monétaire plus restrictive aux États-Unis et vulnérabilité des marchés émergents

58. Après avoir appliqué une politique monétaire extrêmement souple pendant près de dix ans, la Réserve fédérale entreprend une hausse des taux d'intérêt à une cadence accélérée. À mesure que les taux d'intérêt se normaliseront, la Réserve fédérale cherchera à revenir sur l'assouplissement quantitatif postérieur à la crise, en conséquence duquel son bilan a plus que quadruplé entre 2008 et 2014. Cette évolution politique majeure pourra constituer un défi redoutable pour l'économie mondiale et les marchés financiers. Le calendrier des hausses de taux d'intérêt est incertain, une croissance plus forte et des pressions inflationnistes plus élevées pouvant entraîner son accélération. La coordination de la normalisation des taux et de la normalisation du bilan de la Réserve fédérale pose un certain nombre de défis et les marchés financiers pourront être perturbés par des asymétries en matière d'échéances ou de liquidités. Dans le même temps, de nombreux marchés émergents restent hautement vulnérables aux chocs externes et internes, alors que le cours des produits de base est relativement faible, qu'ils pâtissent de faiblesses structurelles et qu'ils connaissent l'incertitude politique.

59. Dans ce contexte, le resserrement monétaire des États-Unis entraîne d'importants risques financiers et économiques pour les marchés émergents. Une hausse plus élevée que prévu des taux d'intérêt, en particulier si elle s'accompagne d'une recrudescence de la défiance, pourrait susciter une importante instabilité financière mondiale. Dans le cadre d'un resserrement financier mondial, une

brusque montée des sorties de capitaux des marchés émergents aurait des incidences néfastes sur le cours des actions et les devises, tout en augmentant nettement les frais d'emprunt à l'étranger et en réduisant la marge de manœuvre sur le plan des politiques monétaires. Les faits récents suggèrent que les politiques macroéconomiques des marchés émergents tendent à peu les protéger contre les changements brutaux en matière de financement et que les effets d'épisodes de freinage brusque sur l'économie réelle n'ont pas diminué ces dernières années⁶. Les marchés émergents dont les besoins d'emprunts sont importants, qui ont une importante dette en dollars et dont la situation macroéconomique est fragile pâtiront le plus d'importantes sorties de capitaux qui risqueront de compromettre leur stabilité.

60. Dans les économies émergentes, le monde de l'entreprise est particulièrement vulnérable à des changements brutaux de la situation financière. Dans ces pays, la dette des sociétés a plus que quadruplé au cours des dix dernières années⁷, en particulier au Brésil, en Chine, dans la Fédération de Russie et en Turquie et le ratio service de la dette et revenus du secteur privé non financier a lui aussi nettement augmenté⁸. L'emprunt des sociétés sur les marchés mondiaux des obligations en dollars a rapidement augmenté, alimenté par une période remarquablement longue durant laquelle les taux d'intérêt à long terme ont été faibles et les grandes entreprises des marchés émergents ont emprunté à l'étranger, par l'intermédiaire de leurs filiales. L'endettement des entreprises en devises étrangères s'est accru non seulement dans le secteur exportateur mais aussi dans les secteurs non exportateurs tels que le bâtiment et l'immobilier, où le déséquilibre entre les monnaies de libellé des actifs et des passifs constitue davantage un risque⁹. La financiarisation du monde de l'entreprise dans les marchés émergents pour exploiter les possibilités d'opérations spéculatives sur l'écart de rendement constitue une autre source de fragilité. Un pourcentage notable de la dette des entreprises des marchés émergents n'a été affecté ni à des investissements productifs ni à des secteurs hautement productifs et cet emploi peu judicieux des ressources invite à s'interroger sur la viabilité de la dette. De même, en Chine, une part importante des crédits a été affectée à des entreprises publiques et à des administrations locales moins efficaces. En conséquence, le monde de l'entreprise dans les économies émergentes est devenu plus vulnérable aux chocs liés aux taux d'intérêt, qui pourraient être amplifiés par la diminution du cours des produits de base, le renchérissement du dollar ou des mesures visant à marginaliser les accords multilatéraux ou à les abroger.

61. Toutefois, plusieurs facteurs peuvent aider les marchés émergents à opérer alors que la politique financière mondiale est plus restrictive. Suite à la chute du cours des produits de base et à la diminution des courants de capitaux, plusieurs

⁶ Barry Eichengreen et Poonam Gupta, « Managing sudden stops » (Gérer les épisodes de freinage brusque), Policy Research Working Paper, n° 7639 (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2016).

⁷ Fonds monétaire international, *Vulnérabilités des marchés émergents, séquelles de la crise dans les pays avancés et défis à relever : les risques continuent de basculer vers les marchés émergents*, Rapport sur la stabilité financière dans le monde, octobre 2015.

⁸ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Rapport sur le commerce et le développement, 2016* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.16.II.D.5).

⁹ Michael Chui, *et al.*, « A new dimension to currency mismatches in the emerging markets: nonfinancial companies », Banque des règlements internationaux, Working Papers n° 550 (mars 2016).

économies émergentes ont déjà procédé à d'importants ajustements macroéconomiques ces dernières années. Les déficits des comptes courants ont notablement diminué en Afrique du Sud, au Brésil et en Inde et dans quelques pays, en particulier dans la Fédération de Russie, les sociétés ont nettement réduit leur endettement externe. Dans les économies où les taux d'intérêt réels demeurent élevés, comme en Chine, les pouvoirs publics peuvent jouer sur les politiques monétaires pour appuyer la croissance. La souplesse accrue des taux d'intérêt, l'amélioration des positions nettes en matière d'investissement international et dans de nombreux cas l'amélioration des cadres politiques par rapport aux décennies antérieures ont facilité cet ajustement. Les perspectives de croissance de nombreux marchés émergents demeurent essentiellement favorables à moyen terme. Enfin, les économies émergentes sont mieux préparées que par le passé à utiliser une gamme plus ample de politiques pour gérer les chocs externes, notamment en recourant à des politiques monétaires, budgétaires, relatives au change et macroprudentielles.

IV. Enjeux politiques

62. Le déclin de l'attachement mondial à la coordination des politiques internationales, les vulnérabilités accrues du monde de l'entreprise et les objectifs à moyen terme ambitieux fixés en matière de développement économique, social et environnemental dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 constituent des enjeux politiques mondiaux de grande ampleur.

63. Suite à la crise financière mondiale, une trop large place a été faite à la seule politique monétaire pour gérer les carences de la demande agrégée. Si ceci a largement contribué à assurer la stabilisation économique, on est convenu au cours des dernières années qu'une gamme plus équilibrée de politiques est nécessaire pour atteindre un taux de croissance durable plus élevé à moyen et à long terme, pour lutter contre la pauvreté et les inégalités et pour combattre les effets nocifs des changements climatiques. Cette panoplie ne consiste pas simplement à employer plus efficacement la politique budgétaire mais impose de ne pas se limiter à des politiques de gestion de la demande pour résoudre des problèmes structurels. Ainsi, des réformes de l'environnement économique peuvent permettre de rationaliser des procédures administratives et de protéger les droits de propriété; des politiques industrielles volontaristes peuvent servir à pallier les défaillances du marché et à encourager l'innovation et l'assimilation de nouvelles techniques; les politiques des revenus peuvent lutter contre la pauvreté et élargir l'accès à la protection sociale; l'investissement dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures et des technologies vertes favoriseront les progrès sur la voie de la réalisation des objectifs sociaux environnementaux tout en étayant la croissance économique; enfin, la réforme réglementaire peut être conçue de manière à minimiser les risques financiers tout en garantissant un financement aux petites et moyennes entreprises.

64. Compte tenu des vulnérabilités accrues du monde des entreprises dans de nombreuses économies émergentes, il est également important de suivre de près l'expansion du crédit. Il importe de prendre des mesures prudentielles ciblées lorsque l'augmentation de l'endettement ne s'accompagne pas d'une hausse parallèle de l'investissement productif ou lorsque le déséquilibre entre les monnaies de libellé des actifs et des passifs est généralisé. Une fois les bases économiques renforcées, les mesures politiques devraient être à nouveau axées sur le potentiel à plus long terme plutôt que sur les incitations à court terme. Les taux d'investissement devraient être

nettement plus élevés dans de nombreux pays en développement, tout comme les taux d'activité, notamment dans les pays où le taux d'activité des femmes demeure faible, pour favoriser la croissance.

65. Les engagements mondiaux en matière de coordination internationale des politiques semblent sur le déclin. Face aux enjeux mondiaux pressants, il est crucial que la communauté internationale réaffirme ces engagements pour résoudre des problèmes essentiels d'importance mondiale, dont l'harmonisation du système commercial multilatéral avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'augmentation du financement public international et de l'aide publique au développement, le financement de l'action climatique et le transfert de technologies propres ainsi que la coordination des politiques pour relever les défis posés par les amples mouvements de réfugiés et de migrants.

66. Le commerce international, étayé par un système commercial multilatéral universel, fondé sur des règles, ouvert, non discriminatoire et équitable a été un facteur essentiel de croissance économique dans les pays développés et les pays en développement. Si la libéralisation des échanges a été associée dans certains cas à des pertes d'emplois et à la diminution des salaires de certaines catégories de travailleurs, l'harmonisation du système commercial multilatéral avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 permettrait d'accélérer la diffusion des technologies entre pays et d'améliorer l'efficacité de l'affectation des ressources, préservant ainsi l'emploi de part et d'autre de la relation commerciale. Le remplacement des règles multilatérales par un réseau d'accords bilatéraux aurait des incidences négatives sur les perspectives de développement dans de nombreux pays en développement. Un témoignage d'attachement renouvelé au multilatéralisme en matière d'échanges internationaux lors du sommet du G20 qui doit se tenir à Hambourg en juillet 2017 et de la onzième conférence ministérielle de l'OMC qui aura lieu à Buenos Aires en décembre 2017 constituerait un signal fort.

67. L'aide internationale au développement exprimée en pourcentage du PIB a diminué depuis la crise financière mondiale et l'aide publique au développement reste inférieure à l'engagement, réaffirmé par les pays développés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, de verser une aide équivalant à 0,7 % du revenu national brut. Les courants nets d'aide publique au développement à destination des pays les moins avancés, exprimée en dollars des États-Unis, ont diminué de plus de 10 % depuis 2011, ce qui est particulièrement préoccupant compte tenu du ralentissement des perspectives de croissance de plusieurs pays et des besoins urgents d'investissement à satisfaire pour atteindre les objectifs de développement durable. La coopération internationale est essentielle pour que les budgets d'aide soient non seulement maintenus mais augmentés et pour que l'aide soit affectée aux pays dont les besoins sont les plus aigus plutôt que de servir à cibler les pays en fonction de leur importance stratégique.

68. La revitalisation de la coopération internationale s'impose également en matière de gestion du flux de réfugiés et de personnes déplacées, qui constitue un défi de premier ordre pour de nombreux pays. L'arrivée de migrants et de réfugiés exerce une pression intense sur les capacités institutionnelles des pays de destination et de transit et a souvent des incidences sur leur cohésion et leur développement économique et social. Pour relever ces défis, les États Membres visent à conclure, à l'issue de négociations intergouvernementales, un pacte mondial sur les réfugiés et un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Ceci nécessitera une

coopération intense entre pays et la participation active du système des Nations Unies pour le développement et des institutions financières internationales, pour que l'on réussisse concrètement à combler les lacunes en matière de financement, de coopération technique, de collecte des données, d'échange d'informations, de fourniture de secours d'urgence et pour que l'on progresse dans d'autres domaines fondamentaux.
